

« L'immigration est une opportunité »

Pour répondre à l'urgence démographique, André Antoine rêve de baby-boom. Et d'immigration. Explications.

● **Pascale SERRET**

L'Italie se vide de sa jeunesse. Le Japon est à l'agonie sur le plan démographique. La Suisse végète. Et la Belgique fait comme tout le monde : on vit plus longtemps, mais on fait moins de bébés.

Pas bon, ça. La pyramide des âges n'est plus qu'un étrange losange trop gras à la taille. Les chiffres sont alarmants : en 1991, on pouvait compter sur 5 personnes de 18 à 66 ans pour soutenir une personne de plus de 67 ans ; en 2070, il n'y aura plus que 2,5 actifs pour un retraité. Taux de fécondité trop bas... On en a des sueurs froides pour la sécurité sociale.

« C'est le vieillissement par le bas, celui qui ne permet pas d'assurer la relève », s'inquiète André Antoine, président du Parlement wallon. Ses derniers « Cahiers de la présidence » sont dédiés aux choix démographiques. Avec deux chapitres. L'un attendu : le soutien à la parentalité, credo du cdH. Et l'autre nettement moins populaire, surtout avant les élec-

« C'est le vieillissement par le bas : celui qui ne permet pas d'assurer la relève. Il est évitable. »

tions : un rajeunissement qui viendrait de l'immigration.

1. « Libérer la parentalité » Une solution, selon le président wallon, c'est de soutenir au maximum la parentalité. Il faut faire grimper le taux de fécondité à 2,1 (il est aujourd'hui de 1,68) « par des mesures fortes », dit-il (lire ci-contre), pour mieux concilier vie de famille et vie professionnelle et pour soutenir financièrement les familles. « Mais ce ne sera pas suffisant. » Il faut...

2. Stimuler l'immigration Les flux migratoires ont un impact assez net sur la pyramide des âges. « On entend souvent dire que les étrangers menacent notre sécurité sociale. Mais au contraire, la principale menace sur notre sécurité sociale, c'est l'évolution de notre démographie », note André Antoine. Puisque le taux de fécondité des mères étrangères est de 2,28 enfants, il faut envisager l'immigration comme une opportunité. Un gage de rajeunissement démographique.

3. « Une priorité incontournable » « Seule l'immigration, qu'elle concerne les Européens ou des personnes issues de contrées plus lointaines, permet aujourd'hui à la Wallonie de conserver une croissance de population. L'immigration est donc incontournable », tranche-t-il. À condition d'améliorer l'intégration des personnes immigrées tant sur le plan social que sur le marché de l'emploi :

« Il faut un vrai parcours d'intégration

évalué. Sinon, le discours ne résistera pas. »

« L'intégration socioprofessionnelle des immigrants doit aujourd'hui constituer une priorité. » Parce que, pour en revenir à la sécurité sociale, un taux d'emploi égal entre natifs et migrants en Belgique permettrait de booster le PIB d'un point. C'est le chef de la division Migrations internationales de l'OCDE, Jean-Christophe Dumont, qui le dit.

4. Renforcer le parcours En contrepartie, André Antoine plaide pour un renforcement et une amélioration du parcours d'intégration. « Il faut un vrai parcours d'insertion évalué. Sinon, le discours ne résistera pas. Surtout si on n'est pas capable de leur proposer un travail... »

5. Utilitarisme ? Les immigrés, une rente pour nos vieux jours, en somme ? Avec le taux de fécondité comme « filtre » ? Le président du Parlement wallon refuse la vision « utilitariste » de l'immigration. Il préfère parler de « réalisme » et « d'humanité ». « Il n'est pas seulement question de nous aménager une fin de vie heureuse. » André Antoine revient du Canada, où l'immigration est aussi bien économique que familiale et humanitaire. Et les chiffres parlent : l'immigration est pour deux tiers dans l'accroissement démographique canadien. ■

Les mesures (non chiffrées)

Le cdH André Antoine promet donc de soutenir la parentalité. Il la trouve d'ailleurs « *audacieuse* », la réforme des allocations familiales portée par Alda Greoli (cdH), puisqu'elle met tous les enfants d'une famille sur le même pied (enfin, tous ceux nés avant 2020 et tous ceux nés après 2020). Sinon, il propose d'allonger le congé de maternité de 15 à 20 semaines, le congé de paternité de 10 à 15 jours, de généraliser la gratuité de l'accueil extrascolaire, de doper la réduction fiscale liée aux frais de

garde (de 45 à 75 %), etc.

Pour l'immigration, au-delà d'un parcours d'intégration renforcé, il propose de mettre en place un processus permettant de reconnaître les besoins spécifiques des primo-arrivants, notamment via des formations linguistiques.

Une évaluation budgétaire de tout ça ? « *Non. Parce que ça doit être progressif et que tous les niveaux de pouvoir sont impliqués. Mais si on ne prend pas de mesure, ça coûtera encore plus cher.* »